



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN CENTRE DE TRAITEMENT ET VALORISATION DE DÉCHETS DE BOIS NON
DANGEREUX, SITUÉ À LAPEYROUSE-MORNAY AU LIEU-DIT BRÛLEFER EST,
EXPLOITÉ PAR LA SOCIÉTÉ VALORSOL ENVIRONNEMENT**

Le préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu** le Code de l'Environnement, notamment ses livres I et V, articles L. 181-1 et suivants, articles R. 181-1 et suivants, articles L. 516-1, R. 516-1 et R. 516-2 relatifs à la constitution des garanties financières ; articles R. 515-58 et suivants relatifs aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;
- Vu** le décret du 21 juillet 2023 nommant Monsieur Cyril MOREAU secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- Vu** l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et les rubriques 2714, 2791-1 et 3532 de cette nomenclature ;
- Vu** le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes, approuvé le 10 avril 2020 par le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en particulier le plan régional de prévention et de gestion des déchets non dangereux d'Auvergne-Rhône-Alpes qu'il contient ;
- Vu** le plan local d'urbanisme applicable sur le territoire de la commune de LAPEYROUSE-MORNAY ;
- Vu** l'approbation par le Conseil Municipal de LAPEYROUSE-MORNAY, le 12 septembre 2023, de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme avec le centre de gestion de déchets de bois non dangereux envisagé par la société VALORSOL Environnement à LAPEYROUSE-MORNAY au lieu-dit Brûlefer Est ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 17 juillet 2009 relatif aux mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 modifié relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** la demande d'autorisation environnementale présentée par la société VALORSOL Environnement le 10 mai 2022, portant sur l'exploitation, à LAPEYROUSE-MORNAY au lieu-dit Brûlefer Est, d'un centre de traitement et valorisation de déchets de bois non dangereux ;
- Vu** le dossier déposé à l'appui de la demande sus-visée, sa version finale mise à l'enquête publique datant du 17 mai 2023 ;
- Vu** l'avis délibéré le 11 avril 2023 par l'Autorité Environnementale, portant sur la qualité de l'étude d'impact présentée et sur la prise en compte de l'environnement par le projet ;
- Vu** le mémoire en réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale établi par la société VALORSOL Environnement, figurant dans le dossier du 17 mai 2023 mis à l'enquête publique susvisé ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 mai 2023 portant ouverture d'une enquête publique environnementale unique; pour une durée de 32 jours consécutifs, du lundi 12 juin 2023 au jeudi 13 juillet 2023 inclus, sur le territoire de la commune de LAPEYROUSE-MORNAY ;
- Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans la commune de LAPEYROUSE-MORNAY, et des avis au public ;
- Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- Vu** le registre d'enquête clos le 13 juillet 2023, le rapport et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 29 juillet 2023 ;
- Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes d'EPINOUBE et PACT ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

- Vu** l'étude des incidences d'un stockage de bois de classe B sur les eaux souterraines réalisée par la société GINGER BURGEAP, datée du 7 décembre 2023 ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 26 avril 2024 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté porté par courrier du 2 mai 2024 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** l'absence d'observation du pétitionnaire formulée par courriel du 21 mai 2024 ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients présentés par le centre de traitement et valorisation de déchets de bois non dangereux susvisé, peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que l'étude de dangers du dossier susvisé montre que pour les surfaces envisagées, le flux thermique de 3 KW/m² (seuil des effets irréversibles) dégagé par l'incendie d'un entreposage de déchets de bois non dangereux d'une hauteur maximale de 6 mètres, ou de combustibles solides de récupération d'une hauteur maximale de 6 mètres, reste à l'intérieur des limites du centre susvisé ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par le centre susvisé ;

CONSIDÉRANT que la prise en compte des enjeux liés à la faune et à la flore nécessite la mise en œuvre de prescriptions spécifiques de réduction des impacts ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivis proposées sont de nature à garantir un impact résiduel non-significatif sur les espèces et les habitats d'espèces protégées, et que par conséquent une demande de dérogation au titre du 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'environnement n'est pas nécessaire ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de couverture du dépôt de déchets de bois non dangereux envisagé dans le centre susvisé, une surveillance, avant rejet dans les eaux souterraines, portant sur les eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées par ce dépôt, doit être assurée par une analyse à réaliser sur l'ensemble des paramètres susceptibles de polluer ces eaux pluviales ;

CONSIDÉRANT que l'étude des incidences d'un stockage de déchets de bois sur les eaux souterraines susvisée, effectuée par la société GINGER BURGEAP en application de l'article 4 ter de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié susvisé, ne propose pas, dans sa conclusion, de valeurs seuil pour l'infiltration des eaux pluviales, de certains des paramètres pourtant susceptibles de se trouver en concentration significative dans ces eaux ;

CONSIDÉRANT que ces paramètres peuvent être ceux figurant à l'annexe 4 du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme,

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société VALORSOL Environnement, dont le siège social est situé Mondy à BOURG DE PÉAGE (26 300), est autorisée à exploiter, sous réserve du respect des prescriptions figurant dans le présent arrêté, dans le centre situé au lieu-dit Brûlefer Est à LAPEYROUSE-MORNAY (26 210), une unité de traitement et valorisation de déchets de bois non dangereux, constituée des installations détaillées dans les articles suivants.

La capacité maximale de traitement de déchets de bois non dangereux de ce centre, en vue de leur valorisation, s'élève à **80 000 tonnes par an**.

La société VALORSOL Environnement est autorisée à préparer des combustibles solides de récupération (CSR), visés à l'article R. 541-8-1 du Code de l'environnement et utilisés dans les installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 modifié relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant communique à l'inspection des installations classées, au moins trois mois avant la mise en exploitation du centre, un dossier rassemblant les documents montrant que les conditions de mise en exploitation figurant dans le présent arrêté sont respectées. Ce dossier comprend notamment un rapport de contrôle des eaux souterraines via les trois puits mentionnés à l'article 8.2.4, portant sur les paramètres visés à l'article 4.3.8 du présent arrêté, à réaliser par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DÉCLARATION OU ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans le centre, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration, incluses dans le centre, dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement, incluses dans le centre, dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES OU UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE IOTA

Description de l'activité	Caractéristiques des installations	Rubriques	Classement
Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.	La quantité maximale de déchets de bois non dangereux broyés s'élève à 400 t/jour . Le stock amont maximal de déchets de bois non dangereux lié à ce traitement s'élève à 16 000 m³	2791-1 (**)	A

La quantité de déchets traités est supérieure ou égale à 10 t/jour.	Les stocks maximaux de refus de pré-tri et tri liés au traitement s'élèvent :		
<p>Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <p>– prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération.</p>	<p>Pour les refus hors métaux : <u>15 m³</u> Pour les métaux ferreux : <u>15 m³</u> Pour les métaux non ferreux : <u>15 m³</u></p> <p>Le stock aval maximal de déchets broyés liés à ce traitement s'élève à :</p> <p><u>1 000 m³</u> pour les broyats fins (0 à 10 mm) <u>1 000 m³</u> pour les autres broyats (10 à 100 mm)</p>	3532 (*)	A
<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³.</p>	<p>Le volume maximal de déchets de bois non dangereux en transit dans le centre s'élève à <u>4 000 m³</u></p> <p>Le stock aval maximal de déchets de bois broyés (CSR) s'élève à :</p> <p><u>2 000 m³</u> pour les broyats fins (0 à 10 mm) <u>2 000 m³</u> pour les autres broyats (10 à 100 mm)</p>	2714-1	E
Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 500 m ³ de gasoil non routier (GNR).	Distribution maximale annuelle de gasoil non routier (GNR) : <u>120 m³</u>	1435	NC
<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations non enterrées étant inférieure à 50 tonnes.</p>	La capacité de la cuve aérienne de GNR s'élève à 10 m ³ , soit environ <u>8,5 tonnes</u> .	4734	NC

A (Autorisation) // E (Enregistrement) // NC (Non Classé)

(*) L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, est applicable au centre.

(**) L'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est rendu applicable à l'ensemble des entreposages des déchets de bois non dangereux et des CSR situés dans le centre.

Rubriques de la nomenclature IOTA

Description de l'activité	Caractéristiques de l'installation	Rubrique	Classement
Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Réalisation d'un forage.	1.1.1.0	Déclaration
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	La surface du centre s'élève à 52 360 m ² .	2.1.5.0	Déclaration

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DES INSTALLATIONS

Les installations se situent sur le territoire de la commune de LAPEYROUSE-MORNAY, au lieu-dit Brûlefer Est. Elles sont dans un centre occupant une surface s'élevant à environ 52 360 m², à l'intérieur de la parcelle ZC 010 d'une surface de 140 000 m².

Les coordonnées du centre en Lambert II étendu sont : **X = 855 389,94 m et Y = 6 472 123,83 m.**

Les installations sont reportées avec leurs références sur le plan figurant en annexe 1 au présent arrêté.

ARTICLE 1.2.3. CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPOSAGES ET DES BÂTIMENTS INDUSTRIELS

Les déchets de bois non dangereux accueillis sont entreposés à l'Ouest du centre, sur une aire enrobée extérieure d'une surface d'environ 4 000 m². Cette aire se compose de 2 îlots de stockage d'une hauteur maximale de 6 mètres, ils sont séparés par une allée centrale d'une largeur minimale de 10 m, et ont chacune une surface d'environ 1 800 m² (33 X 54,5). La capacité maximale d'entreposage s'élève à 20 000 m³.

Le bâtiment abritant l'atelier de broyage des déchets de bois est fermé et sans étage, sa surface est d'environ 1 800 m² et sa hauteur au faitage s'élève à 12,77 m. Le traitement des déchets de bois est réalisé dans ce bâtiment au moyen notamment d'un prébroyeur, de cribles trommel, de séparateurs magnétiques overband, d'un séparateur à courant de Foucault, d'un broyeur-affineur.

Les broyats résultant du traitement des déchets de bois sont transportés depuis le bâtiment de traitement vers le hangar de stockage au moyen de deux convoyeurs à bandes capotés.

Ces broyats sont valorisés sous forme de CSR, ils sont entreposés à l'intérieur d'un hangar d'une surface d'environ 1 450 m². Ce bâtiment est ouvert sur ses plus grandes façades pour permettre un accès aisé aux

casiers par les engins. Il se compose de 2 rangées de 4 casiers en béton de 180 m² chacun, pour le stockage des broyats sur une hauteur maximale de 6 mètres. La capacité maximale d'entreposage s'élève à 6 000 m³.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation environnementale sus-visé. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

En application de l'article R. 181-48 du Code de l'environnement, la présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans à compter du jour de sa notification, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97. Ce délai est suspendu dans les conditions fixées à l'article R. 181-48-II.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

Sans objet.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.6.1. MODIFICATION DU CHAMP DE L'AUTORISATION

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du Code de l'environnement, l'exploitant peut demander une adaptation des prescriptions imposées dans le présent arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation, est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet par l'exploitant, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

ARTICLE 1.6.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 181-46 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou un porter à connaissance.

ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

La demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITÉ DES INSTALLATIONS

Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.

La notification doit préciser les informations indiquées à l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement.

Conformément à l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement, la cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement, afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même centre.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

- 1° La mise à l'arrêt définitif ;
- 2° La mise en sécurité ;
- 3° Si nécessaire, la détermination de l'usage futur selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;
- 4° La réhabilitation ou remise en état.

Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.

Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité.

Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.

La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

- 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant un usage futur du site déterminé, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

ARTICLE 1.7.1. RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont applicables au centre les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Textes
Arrêté du 04/10/2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
Arrêté du 11/03/2010 modifié portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
Arrêté du 26/06/2023 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du Code de l'environnement
Arrêté du 23/01/1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
Arrêté du 28/04/2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement
Arrêté du 23/05/2016 modifié relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
Arrêté du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement
Arrêté du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

ARTICLE 1.7.2. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA PRÉSERVATION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

Le bénéficiaire ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté doivent respecter les engagements en faveur de la flore et de la faune détaillés ci-dessous, découlant du diagnostic écologique :

Mesure d'évitement :

ME1 : Balisage et mise en défens des arbres-gîtes favorables aux chiroptères, des stations d'Origan et des ornières

Les arbres-gîtes potentiels à l'accueil des chauves-souris, les stations d'Origan, plante hôte de l'Azuré du Serpolet, et les ornières limitrophes au projet, habitats de reproduction du Crapaud calamite, identifiés à l'annexe 2 ci-jointe (sous la labellisation ME1 et MR2), sont mis en défens de manière permanente en amont des travaux par un écologue en charge du suivi du chantier à l'aide de rubalise ou par l'installation de clôture. Préalablement à la pose de ces mises en défens, les limites de l'emprise stricte du projet sont matérialisées par un géomètre dès le début du chantier. Le coordinateur en écologie assurant le suivi du chantier (voir mesure MA1) se charge ensuite de la localisation des zones à enjeux et du positionnement exact des mises en défens, qu'il matérialise à l'aide de piquets peints ou de marquage au sol.

Les mises en défens sont ensuite :

- installées par l'écologue à minima quelques jours avant les premières interventions sur site ;
- maintenues et régulièrement entretenues (réparées ou au besoin remplacées) durant toute la durée du chantier et d'exploitation du site.

Mesures de réduction :

MR1 : Gestion conservatoire des stations et des habitats favorables à l'Azuré du Serpolet

Les stations et habitats favorables à l'Azuré du Serpolet, identifiés sur la cartographie en annexe 2 ci-jointe, sont préservés en phase chantier.

Sur toute la durée d'exploitation du projet (*a minima* 30 ans), des opérations d'ouverture et de maintien d'un couvert ras et clairsemé de type friches et pelouses thermophiles sont réalisées sur les secteurs identifiés sur la cartographie jointe en annexe 2, d'une surface d'environ 5 350 m².

Sur toute la durée d'exploitation du projet, la circulation d'engins et le stockage de matériaux sont proscrits sur les secteurs concernés par la mesure, et notamment au sein de l'aire de manœuvre et en bordure de la noue d'infiltration. Un balisage permanent, délimité avec des piquets de jalonnement sur tous les sites d'habitats favorables à l'Azuré du Serpolet est mis en place. En complément du balisage, des panneaux destinés à informer le personnel de la présence de secteurs sensibles à préserver dans l'aire de manœuvre et en bordure de la noue d'infiltration sont installés. Un contrôle du maintien du balisage et des panneaux est réalisé sur la toute la durée d'exploitation.

Un fauchage ou un débroussaillage mécanique est réalisé manuellement chaque année à partir du 1er août, avec un export des produits de fauche. Une hauteur minimale de fauche de 10 cm est respectée.

Les produits de coupe issus de la fauche des secteurs de présence actuelle d'Origan sont récupérés et déposés au droit des secteurs visés par le développement de l'Origan. Un ensemencement est réalisé en cas d'absence de reprise de l'Origan.

MR2 : Création d'hibernaculums

Avant le démarrage des travaux, 5 hibernaculums sont créés sur le pourtour du projet, comme localisé en annexe 2 ci-jointe (sous la labellisation MR4).

Chaque hibernaculum est constitué d'un empilement de matériaux de réemploi (préférentiellement issus du site d'étude), grossiers et inertes (branchages, souches, gravats, pierres, etc.). Des végétaux et de la terre recouvrent le tout pour empêcher le détrempage du cœur de l'hibernaculum.

En phase de chantier, une fosse d'accueil du refuge est creusée à la pelle mécanique sur environ 1 m de profondeur et sur une surface d'environ 10 m² (3 m x 3 m). Les plus gros matériaux sont déposés en premier dans la dépression créée (souches, gravats). Les matériaux plus fins (branchages, cailloux, terres végétales) sont ensuite superposés jusqu'à 1 m de hauteur.

Un entretien par fauche ou débroussaillage à partir du 1er septembre est réalisé autour des aménagements.

MR3 : Adaptation des périodes de travaux

Les travaux impactant les boisements sont réalisés entre le 1er septembre et le 31 octobre. Les autres travaux sont réalisés entre le 1er septembre et le 28 février.

MR4 : Défavorabilisation des habitats favorables au Crapaud calamite

Environ 15 jours avant les opérations de terrassement, une défavorabilisation du site est effectuée afin de prévenir la destruction directe d'individus de Crapaud calamite. Ces opérations consistent à réaliser un démantèlement minutieux des éléments structurants (tôle, amas de matériaux divers, etc.) pouvant être utilisés comme refuge terrestre par l'espèce, dans le but d'empêcher le maintien d'individus dans le périmètre des travaux. Les gîtes potentiels et avérés présents sur l'emprise du chantier sont démantelés puis réassemblés, ou déplacés tels quels, en dehors de la zone de chantier entre le 1er septembre et le 30 novembre, sous la supervision d'un écologue.

MR5 : Gestion des espèces végétales exotiques envahissantes

Les prescriptions suivantes sont respectées :

- acheminer sur site uniquement des véhicules et engins parfaitement propres, lavés avant leur arrivée sur site et totalement dépourvus de terre et de débris de végétaux, que ce soit sur les chenilles ou les roues, sur la carrosserie ou sur les outils (lames, godets, etc.). Interdire l'accès au chantier à tout engin ou véhicule ne respectant pas ce point ;
- repérer et baliser les foyers de Renouée du Japon, de Buddleia et de Robinier faux-acacia avant les opérations de débroussaillage. Les foyers de Renouée du Japon sont localisés sur la cartographie en annexe 3 ci-jointe ;
- déposer les parties aériennes débroussaillées sur une surface imperméabilisée (bâche, big-bag, ...) et à l'abri du vent et de la pluie (recouvrir avec une bâche) avant de les acheminer vers un centre de tri spécialisé ;
- réaliser, avant les travaux de terrassement, une inversion des terres contaminées par la Renouée du Japon :
 - les terres contaminées sont extraites sur 3 à 5 m de profondeur selon les rhizomes en prenant une marge de 2 m autour des foyers et déposées à proximité sur un géotextile ;
 - les terres présentes en dessous de 2 m à 6 m (estimées non contaminées) sont également excavées et déposées à côté sur un géotextile dissocié des terres contaminées ;
 - les terres contaminées sont ensuite redéposées en profondeur jusqu'à 5 m dans la cavité créée ;
 - les terres non-contaminées sont redéposées au-dessus pour combler la fosse d'enfouissement créée, cette dernière est ensuite imperméabilisée par les fondations du projet.
- d'autres techniques de lutte contre les foyers de Renouée sont mises en œuvre et valorisées sur les zones à traiter (terrassement, criblage, concassage et enfouissement) selon les possibilités géotechniques ;
- un arrachage, une fauche ou un dessouchage des éventuelles reprises de foyers de Renouée du Japon, de Buddleia et de Robinier faux-acacia est mis en place tout au long des travaux ainsi qu'en phase d'exploitation.

Ambroisie : Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°26-2019-07-05-003 du 5 juillet 2019 relatif aux modalités de lutte contre les espèces d'ambroisie dans le département de la Drôme, ou tout document appelé à s'y substituer, doivent être respectées.

MR6 : Mise en place d'un mode d'abattage des arbres adapté

En cas d'absolue nécessité d'abattage d'un arbre-gîte potentiel venant à être découvert, l'opération est réalisée, après information de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, entre le 1er septembre et le 31 octobre, soit en dehors des périodes d'hivernation et de reproduction des chiroptères et des oiseaux cavicoles.

La méthode d'abattage de moindre impact est mise en œuvre sous la coordination d'un expert chiroptérologue, en respectant les préconisations suivantes :

- coupe des arbres au ras du sol à l'aide d'une tronçonneuse (abatteuse à proscrire), sans ébranchage préalable ;
- saisie des arbres avec une pince pour les accompagner délicatement vers le sol ;
- contrôle par un expert chiroptérologue de la présence de chiroptères et d'oiseaux cavicoles au sein des cavités, fissures et écorces décollées des arbres abattus ;
- maintien des arbres au sol pendant une durée minimale de 48 heures, sans ébranchage ni débitage ;
- ébranchage, débitage et évacuation des bois à l'issue du délai minimal de 48 heures.

MR7 : Gestion d'habitats favorables aux oiseaux des milieux semi-ouverts

Des plantations ou des transplantations d'arbustes sont réalisées sur une surface de 10 386 m² au sein de l'emprise du projet et de la carrière située à l'ouest du site. En particulier :

- Pour les milieux situés sur l'aire de manœuvre (surface d'environ 1 331 m²), la circulation d'engins et le stockage de matériaux sont proscrits sur toute la durée d'exploitation du projet. Un balisage permanent délimité avec des piquets de jalonnement est mis en place autour des habitats semi-ouverts restaurés. En complément du balisage, des panneaux destinés à informer le personnel de la présence de secteurs sensibles à préserver dans l'aire de manœuvre sont installés.

- Au sein de la carrière, un milieu semi-ouvert d'une surface d'environ 3 971 m² est recréé, comme localisé sur la cartographie en annexe 2 ci-jointe (sous la labellisation MR9). Les habitats semi-ouverts sont constitués d'une mosaïque de fourrés épars et de haies arbustives, adossée directement aux bandes boisées conservées.

Le choix des espèces d'arbustes exclut toute espèce exotique envahissante et également tous les cultivars et espèces horticoles. Les plants et semis sont composés uniquement d'espèces autochtones. Ces plants et semis doivent être issus de la région biogéographique de projet ; cette origine est garantie par la mise en œuvre de l'une des deux méthodes suivantes :

- réalisation de prélèvements raisonnés au sein de milieux naturels sur ou à proximité de l'emprise de projet. Un passage pour le repérage et le marquage des sujets est à réaliser préalablement par un écologue. Les espèces proposées sur la base de celles rencontrées sur le site sont : Noisetier (*Corylus avellana*), Aubépine (*Crataegus monogyna*), Troène (*Ligustrum vulgare*), Prunelier (*Prunus spinosa*), Bois de Sainte-Lucie (*Prunus mahaleb*), Nerprun purgatif (*Rhamnus cathartica*), Rosier des chiens (*Rosa canina*) ;
- plants issus d'une démarche de production garantissant leur origine locale type « label végétal local ».

Les plantations sont réalisées en quinconce entre le 1er novembre et le 31 mars avec un plant tous les 2 à 3 mètres. Quelques zones de ruptures sont permises dans les plantations afin de laisser des surfaces d'habitats ouverts.

Les plants sont formés (taille si nécessaire) et entretenus durant les 5 ans suivant leur mise en place afin de favoriser leur implantation. Les plants morts sont systématiquement remplacés durant cette période.

Des opérations d'entretien sont réalisées tous les deux ans pendant 30 ans afin de garantir l'attractivité des habitats pour le cortège des oiseaux et des reptiles impactés par le projet : une gestion mécanique du couvert végétal herbacé (par fauchage) et arbustif (tailles de formation) est réalisée entre le 1er octobre et le 1er mars pour maintenir un faciès de fourrés épars entourés de prairies sèches favorables aux espèces.

L'utilisation de produits phytosanitaires est proscrite.

Mesures d'accompagnement :

MA01 : Assistance à maîtrise d'ouvrage par un écologue durant la phase de chantier

Préalablement au lancement du chantier, un coordinateur de chantier spécialisé en écologie, écologue de formation et de métier, est missionné par le maître d'ouvrage.

Le coordinateur assure un suivi régulier du chantier, comprenant *a minima* cinq visites de site (possiblement plus selon les besoins de la maîtrise d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre ou les problèmes et anomalies constatées). Chaque visite fait l'objet d'un compte-rendu synthétique et illustré présentant l'objet de la visite et les constats réalisés.

Le rôle du coordinateur consiste notamment à :

- participer à l'élaboration des moyens et supports permettant de faire de la communication et de la sensibilisation pour les intervenants chantiers ;
- animer une réunion de lancement et de sensibilisation sur site. L'objectif est de localiser *in situ* et d'expliquer au chef de chantier et aux différentes entreprises les enjeux écologiques du site que l'opérateur s'est engagé à respecter ;
- veiller au maintien en bon état et au respect des dispositifs de mis en défens durant toute la phase de chantier ;
- coordonner la mise en défens des espèces et milieux naturels sensibles ;
- accompagner les travaux de déboisement, de défrichement et de terrassement des emprises (présence importante au lancement des opérations) ;
- coordonner la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, et d'accompagnement ;
- contrôler l'état du site, notamment vis-à-vis des enjeux écologiques ;
- veiller à la propreté des engins à l'entrée du chantier afin d'éviter la propagation d'espèces végétales invasives, et au bon état mécanique des engins de chantier (absence de fuites d'huile, etc.) ;
- répondre aux interrogations des entreprises en charge des travaux, les conseiller et leur offrir un appui technique indispensable à une bonne prise en compte des enjeux écologiques.

Le coordinateur participe à la réunion de remise de chantier afin de faire un bilan sur la prise en compte et le respect des enjeux. Un constat est établi à destination de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces) à cette occasion, avec la réalisation d'un bilan sur la qualité et la suffisance des mesures.

MA2 : Déplacement des populations de Trèfle fausse-bardane et translocation de la banque de graines

Les populations de Trèfle fausse-bardane sont balisées en amont du démarrage du chantier, avant d'être déplacées. Ces opérations sont réalisées par l'écologue en charge du suivi du chantier.

De plus, les terres comportant la banque de graines du Trèfle fausse-bardane (*Trifolium lappaceum*) sont déplacées entre le 1er septembre et le 31 janvier vers des secteurs d'accueil favorables à sa reprise, situés en dehors des emprises du projet. Avant le début des travaux, les opérations suivantes sont réalisées :

- délimiter les surfaces de terres à déplacer ;
- identifier et délimiter les zones d'accueil des terres à déplacer ;
- décaper soigneusement la surface d'accueil et la surface de terre à déplacer sur les 5 premiers cm avec un godet plat.

Ces opérations sont réalisées sous la supervision d'un écologue.

MA3 : Création et gestion d'habitats favorables au Crapaud calamite

Des mares sont créées sur une surface d'environ 2 500 m² sur les secteurs suivants, localisés en annexe 2 ci-jointe (sous la labellisation MR3) :

- 2 secteurs balisés situés dans l'aire de manœuvre de l'emprise du projet et 1 secteur sur la moitié de la surface de la noue d'infiltration. Sur toute la durée d'exploitation du projet, la circulation d'engins et le stockage de matériaux sont proscrits sur ces secteurs. Un balisage permanent délimité avec des piquets de jalonnement est mis en place autour des habitats favorables au Crapaud calamite. En complément du balisage, des panneaux destinés à informer le personnel de la présence de secteurs sensibles à préserver dans l'aire de manœuvre et dans la noue d'infiltration sont installés. Un contrôle du maintien du balisage des secteurs d'habitats favorables restaurés pour le Crapaud calamite dans l'aire de manœuvre est réalisé ;
- 1 secteur balisé en bordure extérieure sud de l'emprise projet ;
- 1 secteur situé en bordure ouest du périmètre d'emprise foncière du projet ;
- 2 secteurs situés au sein de la carrière située à l'ouest du site du projet.

Les travaux d'aménagement des réseaux de mares sont réalisés entre le 1er septembre et le 28 février.

Des mares, de différentes formes (de type haricot, circulaires, allongées), de 20 à 40 m² (environ 4 m sur 8 m) avec des berges en pente douce et des profondeurs comprises entre 30 cm et 1 m sont créées.

L'imperméabilisation du fond des mares créées est contrôlée. À ce titre, l'utilisation de substrats argilo-marneux, de préférence issus des matériaux d'excavation et de terrassement, est privilégiée pour le nappage d'une couche de fond de forme au sein des mares.

Afin d'éviter la fermeture du milieu par la végétation sur le pourtour des mares, un entretien est réalisé tous les deux ans par fauchage tardif, effectué à partir du 1er août avec exportation des produits de fauche. Un curage/décapage des mares est réalisé tous les 5 ans pour maintenir leur fonctionnalité.

Mesure de suivis :

MS1 : Suivis écologiques

Des suivis écologiques pluriannuels sont réalisés par un écologue. Ces suivis sont menés aux années n, n+1, n+2, n+3, n+5, n+10, n+15, n+20, n+25 et n+30 (n étant l'année de finalisation des travaux). Ils consistent au :

- suivi de la fonctionnalité de la mesure MR1, avec une campagne de suivi de l'Azuré du Serpolet et des stations d'Origan en juillet de chaque année de suivi ;
- suivi de la fonctionnalité de la mesure MR3, avec un suivi des amphibiens et particulièrement du Crapaud calamite entre avril et juin à raison de deux campagnes par année de suivi ;
- suivi de la fonctionnalité de la mesure MR7, avec une campagne de suivi des espèces végétales exotiques envahissantes entre août et septembre de chaque année de suivi. En cas de présence d'espèces végétales exotiques envahissantes, des mesures pour éradiquer ces espèces sont mises en œuvre ;
- suivi de la fonctionnalité de la mesure MR9, avec un suivi de l'avifaune et une attention particulière sur le Tarier pâtre, la Fauvette grisette, la Rousserole effarvatte et la Tourterelle des bois, entre avril et juin à raison de deux campagnes par année de suivi ;
- suivi de la fonctionnalité de la mesure MA2, avec une campagne de suivi du Trèfle fausse-bardane entre mai et juin de chaque année de suivi.

Les suivis sont conduits à l'aide de protocoles aisément reproductibles et permettant la comparaison des données dans le temps.

Les résultats de ces suivis sont systématiquement transmis à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces), au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'année concernée.

Si les suivis mettent en évidence une insuffisance des mesures prescrites pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire est tenu de proposer des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires qui sont soumises à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes pour validation (pôle préservation des milieux et des espèces).

ARTICLE 2.1.3. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations, comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits utilisés et des déchets triés, traités, regroupés.

ARTICLE 2.1.4. INTERVENTIONS EXTÉRIEURES

Le responsable du centre prend les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, l'administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans le centre et utiles à leur intervention.

ARTICLE 2.1.5. INSTRUMENT DE PESAGE

Le centre est équipé d'au moins un instrument de pesage d'une portée maximale suffisante pour peser tous les véhicules apportant ou emportant des déchets ou des CSR. Les voies d'accès à la zone à exploiter ou aux installations connexes imposent le passage des véhicules sur cet équipement, à l'exception des voies de secours. Ce dispositif est d'un modèle approuvé pour les transactions commerciales.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS

Le centre dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, utilisés de manière courante ou occasionnelle, pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 DÉCHETS ADMISSIBLES

ARTICLE 2.3.1. TYPE DE DÉCHETS

N'est autorisé dans ce centre que l'accueil des déchets de bois non dangereux issus de travaux de construction ou démolition, de code déchet 17 02 01, tel que précisé à l'article R. 541-7 du Code de l'environnement.

ARTICLE 2.3.2. ORIGINE GÉOGRAPHIQUE

Les déchets accueillis dans le centre proviennent de la région Auvergne-Rhône-Alpes, à hauteur d'au moins 90 %.

Les refus de tri résultant de l'activité du centre ont la même origine géographique que les déchets dont ils résultent ; ces refus ne peuvent être traités que dans un centre autorisé à accueillir lesdits déchets. Cette approche n'a de valeur qu'en termes de pourcentages annuels.

Au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées, pour l'année écoulée, un bilan sur les déchets entrants et les refus sortants (nature, quantité, origine géographique...), et sur les pourcentages correspondants, département par département.

CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.4.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer le centre dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion de poussières et autres déchets sur les voies publiques et les zones environnantes.

ARTICLE 2.4.2. ESTHÉTIQUE

Les abords du centre, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

CHAPITRE 2.5 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

ARTICLE 2.5.1. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS

Conformément à l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'une de ses installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit, tient à jour et à la disposition de l'inspection un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation environnementale, avec ses évolutions éventuelles,
- les plans tenus à jour,
- le plan des réseaux de collecte des effluents,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- les prescriptions applicables aux installations soumises à déclaration ou enregistrement, visées par le présent arrêté ou tout arrêté préfectoral applicable au centre,
- les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des bâtiments,
- les consignes d'exploitation,
- les informations préalables des produits et/ou déchets réceptionnés sur le centre,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.8 RÉCAPITULATIF DES PRINCIPAUX DOCUMENTS TENUS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

ARTICLE 2.8.1. RÉCAPITULATIF DES PRINCIPAUX DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
ARTICLE 1.1.1	Déclaration de mise en exploitation avec éléments justificatifs	Avant la mise en exploitation de l'établissement
ARTICLE 1.6.1	Modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation environnementale	À porter avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
ARTICLE 1.6.5	Changement d'exploitant	Préalablement soumis à autorisation préfectorale
ARTICLE 1.6.6	Notification de cessation d'activité	Trois mois au moins avant la cessation
ARTICLE 2.3.2	Origine géographique des déchets	Annuelle, à communiquer au plus tard le 1 ^{er} avril de chaque année
ARTICLE 2.6.1	Déclaration des accidents et incidents	Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées
ARTICLE 8.2.5	Autosurveillance en matière d'énergie, de matières premières et de déchets	Annuelle, à communiquer au plus tard le 1 ^{er} avril de chaque année
ARTICLE 8.2.6	Autosurveillance des niveaux sonores	Mesure de la situation acoustique du centre à établir sous 6 mois suivant sa mise en exploitation, puis tous les 5 ans.
ARTICLE 8.2.7	Résultats d'autosurveillance des déchets - Bilan relatif à la fabrication de combustibles solides de récupération	Annuelle, à communiquer au plus tard le 1 ^{er} avril de chaque année
ARTICLE 8.3.2	Tous les résultats d'autosurveillance	Annuelle, à communiquer au plus tard le 1 ^{er} avril de chaque année, avec les commentaires et les propositions utiles. Mais tout résultat de mesures montrant une situation anormale doit être adressé dans les

		<p>plus brefs délais à l'inspection des installations classées, avec les commentaires et propositions d'actions correctives appropriés.</p> <p>Enregistrement sous un mois sur plateforme numérique des résultats d'autosurveillance des rejets d'eaux pluviales et des eaux souterraines.</p>
ARTICLE 8.3.3	Déclaration numérique (GEREP), selon les conditions fixées à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets	Annuelle.

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, et, si elles existent, par les meilleures techniques disponibles de référence au niveau européen, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites d'émission.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents atmosphériques doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que le centre ne soit pas à l'origine d'émissions odorantes, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

En cas de plainte, l'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de faire réaliser, par un organisme compétent, un état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant du centre n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- des écrans de végétation sont mis en place, le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles citées ci-dessus.

ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS

Les émissions diffuses sont réduites au minimum. Les camions de transport avec une benne ouverte de déchets ou CSR, susceptibles d'envols, sont systématiquement équipés d'un dispositif opérationnel supprimant le risque d'envols (bâche par exemple). L'exploitant procède régulièrement et aussi souvent que nécessaire au nettoyage des aires du centre et de ses abords.

Les 2 convoyeurs reliant le bâtiment de broyage au hangar d'entreposage des CSR sont capotés.

Le bâtiment de broyage des déchets de bois est fermé, ses portes doivent être maintenues fermées en l'absence de passage d'un véhicule. Les portes à ouverture/fermeture rapide sont privilégiées. Un dispositif d'aspiration des poussières relié à un dépoussiéreur est en place au niveau de tous les équipements pouvant être à l'origine d'émissions de poussières, notamment les broyeurs et les cribles.

Aussi souvent que nécessaire :

- Les installations exploitées dans le bâtiment de broyage des déchets de bois, et son sol, sont nettoyés ;
- Les voies de circulation sont traitées (balayage, brumisation, etc....) ;
- Des dispositifs de brumisation sont mis en fonctionnement lors des opérations de manipulation/chargement des CSR.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien, tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi doivent être aménagés (plateforme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2. COLLECTE ET TRAITEMENT DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Les émissions atmosphériques générées dans le cadre de l'exploitation des équipements de traitement des déchets de bois (broyage et criblage notamment) du centre sont collectées, traitées et rejetées par une cheminée à une hauteur d'au moins 10 mètres. Le dispositif de traitement est constitué par un dépoussiéreur adapté, avec manche filtrante, ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente.

Les caractéristiques de ces rejets traités figurent dans le tableau ci-dessous :

Paramètre	Rejet du dépoussiéreur
Débit unitaire	53 000 m ³ /h
Diamètre intérieur de la cheminée	1,2 m
Vitesse minimale d'éjection	12 m/s

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

ARTICLE 3.2.3. VALEURS LIMITES EN CONCENTRATIONS ET FLUX DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Le rejet canalisé à l'atmosphère provenant des installations de traitement des déchets de bois non dangereux contient moins de :

	Concentration limite en mg/Nm³
Poussières	5

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel par pompage dans les eaux souterraines sont autorisés par le forage visé à l'article 1.2.1 du présent arrêté.

Les besoins en eau du centre sont satisfaits par un forage et la collecte éventuelle des eaux pluviales. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Article 4.1.2.1. Protection des eaux d'alimentation

Le centre n'est pas raccordé au réseau public d'adduction en eau potable.

Article 4.1.2.2. Prélèvement d'eau en nappe et protection de la nappe

Le débit de pompage du forage réalisé dans le centre ne dépasse pas 1 m³/h et ne fonctionne pas plus de 5 h/jour. Un dispositif de disconnexion est installé sur le réseau d'alimentation en eau, afin d'éviter les retours d'eau vers la nappe.

En cas de forage d'une profondeur supérieure à 10 m, l'ouvrage doit faire l'objet d'une déclaration au titre du Code minier.

Doit être respecté l'arrêté ministériel du 11/09/2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection du réseau d'alimentation et du forage,
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont de type séparatif, ils sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Il n'y a pas de canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur du centre.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les canalisations ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces canalisations, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

ARTICLE 4.2.5. ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX

Un système permet l'isolement, par rapport à l'extérieur, des réseaux potentiellement pollués du centre. Ce système est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance, localement et/ou à partir d'un poste de commande. Il est testé annuellement, son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par une consigne. La traçabilité des opérations de test et d'entretien est assurée.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- eaux d'origine sanitaire ;
- eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées.

NOTA : Les eaux résultant d'opérations de lavage ne rejoignent pas les eaux d'origine pluviale, mais sont envoyées en centre de traitement autorisé.

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux du centre ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour supprimer la pollution émise, en limitant ou en arrêtant si besoin les activités concernées.

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des voies de circulation et des aires de stationnement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont composés à minima de décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures de classe 1, conformes à la norme en vigueur, équipés d'un obturateur automatique. D'autres dispositifs peuvent être adoptés s'ils ont une efficacité au moins équivalente. Leurs caractéristiques, précisées par le fournisseur, sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont nettoyés par une société habilitée autant que nécessaire, et au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur automatique.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur, l'attestation de contrôle du bon fonctionnement de l'obturateur, ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.3.5. BASSINS DE GESTION DES EAUX PLUVIALES DE RUISSellement

1/ Bassin de confinement d'une capacité minimale de 980 m³ : Ce bassin est étanche et maintenu disponible en permanence de façon à être en mesure de collecter les eaux d'extinction d'un incendie éventuel.

2/ Bassin tampon, d'une capacité minimale de 1 380 m³ : Il doit permettre la gestion d'un évènement pluvial d'intensité au moins décennale. Les eaux de ce bassin transitent par un ouvrage de traitement de dimension adaptée tel que mentionné à l'article 4.3.4 ci-dessus, avant de rejoindre une noue d'infiltration.

Point de rejet d'eaux pluviales de ruissellement	
Coordonnées (Lambert II étendu)	X = 807 586 m Y = 2 040 289 m
Nature des effluents	Eaux pluviales de ruissellement
Débit maximal journalier (m ³ /j)	Sans objet
Débit maximum horaire (m ³ /h)	Sans objet
Exutoire du rejet	Milieu naturel
Traitement avant rejet	Débourbeur-séparateur à hydrocarbures de classe I avec obturateur automatique

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.6.1. Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation éventuellement délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public de collecte des eaux, en application de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique.

Article 4.3.6.2. Aménagement

Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet liquide est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement...) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4 °C.

ARTICLE 4.3.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DES REJETS LIQUIDES

Les rejets liquides doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Ces effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : inférieure à 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5

ARTICLE 4.3.8. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX PLUVIALES AVANT REJET DANS LA NOUE D'INFILTRATION

Les valeurs limites d'émission sont celles rassemblées à l'annexe 4 du présent arrêté.

ARTICLE 4.3.9. EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

TITRE 5 – DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son établissement en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS PRODUITS DANS LE CENTRE

L'exploitant effectue à l'intérieur de son centre la séparation des déchets de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 et suivants du Code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé, notamment par des PCB.

Les déchets d'emballages sont gérés dans les conditions des articles R. 543-57 et suivants du Code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du Code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 et suivants du Code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 et suivants du Code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE DES DÉCHETS PRODUITS DANS LE CENTRE

Les déchets entreposés dans le centre, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La durée moyenne d'entreposage des déchets produits, autres que les déchets potentiellement odorants, ne dépasse pas neuf mois ; la durée maximale d'entreposage des déchets produits, autres que les déchets potentiellement odorants, ne dépasse pas un an.

Les aires de réception, d'entreposage, de tri, de transit et de regroupement des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. L'entreposage doit être effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.

Les quantités de déchets produits et entreposés dans le centre, ne dépassent pas les valeurs maximales figurant dans le tableau ci-dessous :

Déchets	Quantité maximale présente
Déchets non dangereux	- 1 tonne
Huiles usagées	- 220 litres

Métaux ferreux	- 40 tonnes
Métaux non ferreux	- 20 tonnes

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS ENVOYÉS À L'EXTÉRIEUR DU CENTRE

L'exploitant oriente les déchets dans des filières propres à garantir les intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Les déchets dangereux doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du Code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Un registre des déchets dangereux produits, ou découverts dans les déchets reçus, (nature, tonnage, filière de traitement, etc.) est tenu à jour. L'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS PRÉSENTS DANS LE CENTRE

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets, sont interdits.

À l'exception des opérations de broyage de déchets de bois non dangereux pour la production de combustibles solides de récupération, tout autre traitement de déchets dans le centre est interdit.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT DES DÉCHETS

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets respectent les dispositions des articles R. 541-49 et suivants du Code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 5.2 DÉCHETS REÇUS DANS LE CENTRE

ARTICLE 5.2.1. DÉCHETS ENTRANTS

Seuls peuvent être acceptés dans le centre les déchets non dangereux visés à l'article 2.3.1 du présent arrêté.

ARTICLE 5.2.2. PROCÉDURE D'INFORMATION PRÉALABLE

Avant d'admettre un déchet dans son centre et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans le centre. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

a) Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau du centre.

b) Essais à réaliser :

Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent du type de déchets. Notamment, les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les déchets non dangereux de même nature provenant d'autres origines (bois) ne nécessitent pas d'essais concernant le comportement à la lixiviation.

Pour certains types de déchets de bois, il convient de réaliser un essai de lixiviation selon les règles en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte sur les métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), les fluorures, l'indice phénols, les cyanures libres, les hydrocarbures totaux, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés organiques halogénés (en AOX ou EOX).

Les tests et analyses relatifs à l'information préalable peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant ou tout laboratoire compétent.

Il est possible de ne pas effectuer les essais, après accord de l'inspection des installations classées, si toutes les informations nécessaires à l'information préalable sont déjà connues et dûment justifiées.

Tous les déchets acceptés dans le centre et ayant nécessité la réalisation d'essais de lixiviation sont mentionnés, avec toutes les précisions utiles, dans le bilan mentionné à l'article 2.3.2 du présent arrêté.

c) Dispositions particulières :

Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.

Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.

L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.

ARTICLE 5.2.3. PROCÉDURE D'ADMISSION

L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur du centre pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors de ses heures d'ouverture.

a) Lors de l'arrivée des déchets sur le centre, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point ci-dessus, en cours de validité ;
- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;
- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du Code de l'environnement ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;
- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.

c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.

d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :

- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou
- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.

L'exploitant adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.

Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.

Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.

ARTICLE 5.2.4. ENTREPOSAGE DES DÉCHETS REÇUS DANS LE CENTRE

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 6 mètres.

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

Le centre est construit, équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINs

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur du centre, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du Code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 6.1.4. HORAIRES D'EXPLOITATION

Les horaires d'exploitation sont les suivants :

1/ Réception des déchets dans le centre :

Jour	Horaires
Du lundi au vendredi	7h30 – 18h00
Dimanches et jours fériés	Centre fermé

2/ Fonctionnement des installations de traitement et expéditions de déchets du centre :

Jour	Horaires
Du lundi au vendredi	6h00 – 20h00
Dimanches et jours fériés	Centre fermé

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues à l'exploitation des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX MAXIMALS DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux maximaux de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété du centre, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Dans le cas où le bruit particulier du centre est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 sus-mentionné, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement du centre dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

CHAPITRE 6.3 CONTRÔLES

L'inspection des installations classées pourra demander, en cas de besoin, que des mesures de niveaux sonores soient effectuées par un organisme, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet.

CHAPITRE 6.4 VIBRATIONS

ARTICLE 6.4.1. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 7.1 GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 71.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties du centre qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des entreposages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

ARTICLE 71.2. ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX – ÉTIQUETAGE

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans le centre, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des entreposages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

La présence dans le centre de matières dangereuses ou combustibles est limitée au plus juste des besoins de l'exploitation.

ARTICLE 71.3. PROPRETÉ DU CENTRE

Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses, odorantes ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 71.4. MAÎTRISE DES ACCÈS – GARDIENNAGE

L'établissement est ceint d'une clôture efficace et entretenue, d'une hauteur minimale de 2 mètres. Les portails d'accès au centre sont fermés à clef en dehors des heures ouvrées.

Tout bassin d'eau est clôturé par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 1,70 mètres, et muni de portails fermés à clef. L'exploitant positionne à proximité immédiate les dispositifs et équipements suivants : Une bouée, une échelle par bassin, une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.

Les personnes étrangères au centre n'ont pas l'accès libre aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin d'avoir la connaissance permanente des personnes présentes dans le centre.

Un dispositif de gardiennage est mis en place. Toute information des systèmes de détection en place dans le centre (intrusion – incendie...) est reportée au dispositif de gardiennage pour contrôle et, si nécessaire, action dans un délai court. En cas d'événement accidentel, l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée, doit être présent sur le centre en moins de 10 minutes de façon à pouvoir gérer le sinistre, le cas échéant en liaison avec les services de secours.

ARTICLE 71.5. CIRCULATION DANS LE CENTRE

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur du centre. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

ARTICLE 71.6. ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

ARTICLE 71.7. ZONE ATEX

Une étude ATEX est réalisée afin d'identifier les zones à risque d'explosion. Les mesures de réduction ou suppression du risque figurant dans cette étude sont mises en place.

ARTICLE 71.8. COMPORTEMENT AU FEU DES BÂTIMENTS

1/ Les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales du bâtiment de broyage des déchets de bois sont les suivantes :

- l'ensemble de la structure est R15 (structure métallique) ;
- les matériaux sont de classe A2s1d0 (murs périphériques en bardage métallique) ;
- les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF t3 (toiture en bac acier).

2/ Stockage en transit des combustibles solides de récupération dans un hangar :

- l'ensemble de la structure est R15 (structure métallique) ;
- les matériaux sont de classe A2s1d0 (bâtiment ouvert – 2 pignons comportant un soubassement béton surmonté d'un bardage métallique en partie haute) ;
- les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF t3 (toiture en bas acier).

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 71.9. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

Article 71.9.1. Accessibilité

Le centre dispose d'un accès utilisable en temps normal par tous véhicules, notamment par les services d'incendie et de secours, constamment dégagé pour permettre à tout moment une intervention. Mais ces services disposent d'un autre accès, réservé, permettant d'atteindre le fond du centre.

On entend par « accès » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du centre, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules et équipements, dont la présence est liée à l'exploitation du centre stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes au centre, même en dehors des heures ouvrées.

L'exploitant prend ses dispositions pour que les sapeurs-pompiers puissent entrer immédiatement dans son centre en cas de nécessité. Les informations suivantes figurent de façon lisible depuis l'extérieur, sur un panneau implanté à chaque entrée dans le centre :

- Le numéro de téléphone du responsable d'exploitation à contacter en cas d'incident ;
- Un plan schématique des installations pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Ces plans doivent avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme AFNOR X 80-070.

Le bâtiment abritant l'atelier de broyage dispose d'accès piétons sur 3 de ses façades.

Article 71.9.2. Accessibilité des engins à proximité des installations à défendre

Une voie « engins » est maintenue dégagée pour :

- la circulation sur la périphérie complète des bâtiments de traitement et stockage du centre ;
- l'accès à ces bâtiments ;
- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;
- l'accès aux aires de stationnement des engins pompes.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- largeur utile minimale de 4 mètres,
- hauteur libre au minimum de 4,5 mètres,
- pente inférieure à 15 %.

Dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur minimal R de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée.

La voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.

Aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment abritant l'atelier de broyage, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes.

Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles permettent l'accès sur le pourtour du bâtiment et du hangar. Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins ». Une matérialisation au sol est réalisée ; les emplacements sont déterminés en concertation avec les services de secours.

ARTICLE 7.1.10. DÉSENFUMAGE DU BÂTIMENT DE BROUAGE

Ce bâtiment est équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatiques et manuelles.

La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

ARTICLE 7.1.11. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé, les zones contenant des déchets et produits combustibles doivent être sectorisées de manière à prévenir les risques de propagation d'un incendie.

Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

1. de moyens permettant d'alerter rapidement les services d'incendie et de secours ;
2. de plans des locaux et des aires de gestion des produits ou déchets, facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ou aire, comme visé à l'article 7.1.1 ;
3. d'appareils de lutte contre l'incendie conformes aux normes en vigueur (prises d'eau, poteaux, robinets d'incendie armés (RIA) par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN 100, implantés de telle sorte que tout point de la limite des installations à défendre se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures sous une pression minimum de 1 bar et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. L'installation doit être conforme aux normes NFS 61-213 et 62-200. Une solution alternative est la constitution d'une réserve incendie.

Cette réserve incendie, d'une capacité minimale de **780 m³** :

- possède 2 aires d'aspiration aménagées de 8 m X 4 m, matérialisées par un marquage au sol, chacune associée à une colonne d'aspiration munie de raccords symétriques de diamètre 100, conformes aux normes en vigueur. La hauteur d'aspiration n'est pas, dans les conditions les plus défavorables, supérieure à 6 m. Toute aire d'aspiration doit être à moins de 5 m de la réserve incendie.

- est associée à un réseau maintenu à une pression d'au moins 1 bar, qui alimente 2 poteaux d'incendie, qui sont implantés au Nord-Est et au Sud-Ouest du centre, hors de tout flux thermique dépassant 5 kW/m², et à moins de 100 m des entrées des différents bâtiments du centre.

Cette réserve incendie est signalée, conformément à la norme NFS 61-221, par un panneau de 50 cm minimum de côté avec un bandeau rouge sur sa périphérie, indiquant son identification, la nature du point d'eau incendie naturel ou artificiel (PEINA), ainsi que sa capacité. Au moins un mois avant la mise en exploitation des installations du centre, l'exploitant transmet à l'adresse courriel suivante, sig@sdis26.fr, un formulaire de réception du PEINA.

Une réserve de sable meuble est maintenue à disposition.

Les broyeurs sont équipés d'un dispositif d'extinction automatique (système classique de sprinklage ou dispositif d'efficacité équivalente), afin de combattre tout départ de feu. Ce dispositif peut être déclenché manuellement.

Les extincteurs : Ils sont répartis sur l'ensemble du centre, sur les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils doivent être adaptés aux risques pour correspondre aux différentes catégories de feux (extincteur à eau, à eau + additif, extincteur à poudre, extincteur à CO₂).

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température et notamment en période de gel. L'exploitant fait effectuer la vérification périodique, au moins annuelle, et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple), conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces vérifications et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 7.1.11.1. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations du centre sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

ARTICLE 7.1.11.2. INSTALLATION PHOTOVOLTAÏQUE

L'installation photovoltaïque, mise en place en toiture du bâtiment de broyage et du hangar de stockage de combustibles solides de récupération, doit respecter les articles 28 et suivants de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Article 7.1.11.3. MOYENS D'ALERTE

L'alerte peut être donnée, notamment par téléphone portable ou fixe, par boîtiers d'alarme manuels répartis sur le centre et permettant le déclenchement d'une sirène en cas de sinistre.

CHAPITRE 7.2 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 7.2.1. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES

Dans les parties du centre mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes à la réglementation en vigueur. Elles sont réduites au strict minimum.

ARTICLE 7.2.2. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement, au moins une fois par an, par une personne compétente, conformément aux dispositions de l'arrêté du 10/10/2000 modifié fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Dans les bâtiments contenant des déchets, à proximité d'au moins la moitié des issues, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.

ARTICLE 7.2.3. VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

ARTICLE 7.2.4. SYSTÈMES DE DÉTECTION ET EXTINCTION AUTOMATIQUES

Chaque local technique, armoire technique ou partie des installations recensées selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée ou autre paramètre pertinent. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de détecter le plus précocement possible tout départ d'incendie dans le centre. Des dispositifs automatiques de détection d'incendie (caméras thermiques par exemple) sont mis en place, en particulier au niveau de l'aire de stockage des déchets de bois, du bâtiment de broyage et du hangar de stockage des combustibles solides de récupération, mais aussi au niveau des deux convoyeurs capotés reliant l'atelier de broyage du bâtiment de traitement au hangar de stockage des broyats. La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant ou à une société de gardiennage, est assurée. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et, le cas échéant, d'extinction associé. Il organise, à fréquence semestrielle au minimum, des vérifications de maintenance et des tests, dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.2.5. ÉVÉNEMENTS ET PAROIS SOUFFLABLES

Dans les parties du centre recensées selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements/parois soufflables de surface et de pression de rupture adaptées de façon à supprimer tout effet domino et tout effet significatif vis-à-vis des installations voisines avec présence humaine.

Ces événements/parois soufflables sont disposées de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.

ARTICLE 7.2.6. DÉBROUSSAILLAGE

Des opérations de débroussaillage à l'intérieur du centre sont réalisées autant que nécessaire, à minima annuellement, avant la période estivale.

ARTICLE 7.2.7. CANALISATION D'HYDROCARBURES ODC1 SITUÉE À PROXIMITÉ DU CENTRE

En liaison avec la société exploitant cette canalisation, et avant le commencement des travaux, l'exploitant implante plusieurs balises parallèlement à la limite Ouest du centre, afin que toute personne présente soit informée de l'existence de dangers liés à la canalisation.

CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.3.1. RÉTENTION DES AIRES ET LOCAUX DE TRAVAIL

Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des matières, produits et déchets doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare des autres aires ou locaux.

ARTICLE 7.3.2. RÉTENTIONS ET CONFINEMENT

I. Tout entreposage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les entreposages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits ou déchets qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit ou déchet éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits ou déchets pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. Les produits ou déchets récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables au site en matière de rejets, ou sont éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits ou des déchets incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'entreposage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement est interdit sous le niveau du sol.

L'entreposage et la manipulation de produits ou de déchets dangereux ou polluants, sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les entreposages des déchets dangereux générés par l'exploitation, susceptibles de contenir des substances polluantes, sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

III. Pour les entreposages à l'air libre, en l'absence d'anomalie, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y déversant.

IV. Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées, pour prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement est réalisé par un ou plusieurs bassins étanches du centre devant être disponibles en permanence, d'une capacité minimale de **980 m³**. Les eaux utilisées lors d'un incendie s'y déversent par des canalisations ou surfaces étanches, le cas échéant après manœuvre de vannes repérées et régulièrement entretenues.

Ce dispositif de confinement est aménagé de sorte que le service départemental d'incendie et de secours puisse réutiliser l'eau pour la défense incendie.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

CHAPITRE 7.4 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 7.4.1. SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

Pour chaque installation du centre, l'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

ARTICLE 7.4.2. TRAVAUX

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1 et notamment celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

ARTICLE 7.4.3. ÉVACUATION DES PERSONNES PRÉSENTES

Tout bâtiment du centre occupé par des personnes doit être aménagé pour permettre leur évacuation rapide dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir à ces personnes des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.

Une procédure d'évacuation de toutes les personnes présentes dans le centre est rédigée et testée périodiquement, la traçabilité des tests est assurée ; leur compte rendu est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.4.4. CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l’interdiction d’apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l’interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d’incendie ou d’explosion ;
- l’interdiction de tout brûlage à l’air libre, à l’exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité, un registre est tenu à cet effet ;
- l’obligation du « permis d’intervention » pour les parties concernées du centre ;
- les conditions de conservation et d’entreposage des produits, notamment les précautions à prendre pour l’emploi et l’entreposage de produits incompatibles ;
- les procédures d’arrêt d’urgence et de mise en sécurité de chaque installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les moyens d’extinction à utiliser en cas d’incendie,
- la procédure d’alerte avec les numéros de téléphone du responsable d’intervention du centre, des services d’incendie et de secours, etc.,
- l’obligation d’informer l’inspection des installations classées en cas d’accident.

Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l’objet de consignes d’exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d’entreposage, de traitement, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d’incendie ou d’explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.

ARTICLE 7.4.5. FORMATION ET INFORMATION DU PERSONNEL

Outre l’aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le centre, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d’incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d’intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d’application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu’un entraînement régulier au maniement des moyens d’intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l’intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d’altérer les capacités de réaction face au danger.

Les consignes de sécurité et d’exploitation sont portées à la connaissance du personnel d’exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.

CHAPITRE 7.5 GESTION DES SITUATIONS DE CRISE

L’exploitant élabore, et met à jour autant que nécessaire, un plan de gestion d’accidents, comprenant notamment les volets suivants :

- Détection d’une situation anormale – Schéma d’alerte ;
- Recensement et évaluation des risques – Intervention avec les moyens à disposition ;
- Communication.

Il met en œuvre dès que nécessaire les dispositions du plan sus-cité, qui fait l’objet d’un exercice au moins une fois par an, le cas échéant, avec la participation des sapeurs pompiers.

Un compte rendu de cet exercice est tenu à la disposition de l’inspection des installations classées.

CHAPITRE 8.1 PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE**ARTICLE 8.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME DE D'AUTOSURVEILLANCE**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre, sous sa responsabilité, un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

ARTICLE 8.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du Code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 8.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE**ARTICLE 8.2.1. AUTOSURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES**

À partir de la mise en exploitation du centre, la mesure des concentrations des polluants visés à l'article 3.2.3, doit être effectuée par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement, à fréquence semestrielle.

ARTICLE 8.2.2. AUTOSURVEILLANCE DE LA CONSOMMATION D'EAU

Le forage du centre est équipé d'un dispositif de mesure totalisateur qui est relevé mensuellement, les mesures sont consignées dans un registre.

Annuellement, l'exploitant établit un bilan en matière de volume d'eau consommé à chaque poste d'utilisation, il détermine les réductions pouvant être envisagées.

ARTICLE 8.2.3. AUTOSURVEILLANCE DES EAUX PLUVIALES DE RUISSELLEMENT

Les eaux pluviales de ruissellement sur des aires susceptibles d'être polluées sont collectées et envoyées dans un (ou plusieurs) ouvrage(s) étanche(s) capable(s) de recueillir ces eaux.

Elles ne peuvent être rejetées dans la noue d'infiltration qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Dans l'attente des résultats du contrôle, le dispositif permettant d'alimenter le bassin d'infiltration est placé par défaut en position de sécurité, interdisant tout rejet. Le rejet dans le bassin d'infiltration est étalé dans le temps en tant que de besoin.

Le contrôle (prélèvements et analyses) de la qualité de ces eaux porte sur les paramètres visés aux articles 4.3.7 et 4.3.8 du présent arrêté. La canalisation de rejet d'effluents en sortie du bassin avant rejet vers la noue d'infiltration doit être équipée d'un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Le contrôle doit respecter les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en

charge de l'environnement, qui permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, en cas de rejet continu, l'échantillonnage doit être automatique et proportionnel au débit sur une durée de 24 heures, et en cas de rejet discontinu, l'échantillonnage est proportionnel au temps de fonctionnement de la pompe de vidange ou d'ouverture de la vanne du rejet.

Au moins une fois par an, les analyses sont assurées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

En cas de non-respect d'une ou plusieurs valeurs limites d'émissions figurant aux articles susvisés, les eaux ne peuvent être rejetées dans la noue d'infiltration, elles sont, soit à envoyer en traitement dans un centre autorisé, soit à traiter in situ. Dans ce dernier cas, un nouveau contrôle tel que précisé ci-dessus de la qualité des eaux traitées est à faire réaliser, afin de vérifier le respect de toutes les valeurs limites d'émissions figurant aux articles susvisés.

ARTICLE 8.2.4. AUTOSURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

La surveillance des eaux souterraines est réalisée au moyen d'un réseau de piézomètres implantés en périphérie du centre. Ce réseau est constitué de trois puits de contrôle et doit permettre de suivre les conditions hydrogéologiques du centre. Un puits de contrôle est situé en amont hydraulique du centre et deux en aval.

Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par la réglementation ou la norme française en vigueur relative à la réalisation d'un forage de contrôle de la qualité de l'eau souterraine au droit d'un site potentiellement pollué.

Avant mise en service des installations, puis 2 fois par an (période de hautes eaux/basses eaux), une mesure (prélèvements et analyses) dans les eaux souterraines via les trois puits de contrôle susmentionnés, des paramètres visés à l'article 4.3.8, ainsi que la température et le pH, devra être effectuée par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. La hauteur d'eau dans chaque puits sera systématiquement enregistrée.

Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur en s'assurant que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.

Les eaux générées par la surveillance (purge, prélèvement, lavage, rinçage du matériel, etc.) sont, selon les contextes et possibilités techniques liés au site : rejetées au réseau d'assainissement (eaux usées ou eaux pluviales avec une convention de rejet établie avec l'exploitant du réseau), rejetées dans une station de traitement présente sur site, éliminées en centres agréés, ou rejetées dans le milieu naturel (avec, si nécessaire, une autorisation au titre de la loi sur l'eau).

L'exploitant transmet les résultats d'analyses avec des commentaires via l'application GIDAF dans le mois qui suit la réception du rapport d'analyse.

Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Si les résultats montrent une ou plusieurs concentrations atypiques à la hausse par rapport à la série des résultats disponibles ou par rapport aux mesures réalisées en amont hydraulique, l'exploitant procède à une campagne de mesure complémentaire dans un délai qui n'excède pas trois mois, sans préjudice des campagnes de mesure programmées dans le plan de surveillance des eaux souterraines.

Si les résultats confirment une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine, en le justifiant par tous les moyens utiles, si ses activités sont à l'origine en tout ou partie de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées dans la mesure où la pollution constatée dans les eaux souterraines est susceptible de relever des activités qu'il exploite.

ARTICLE 8.2.5. AUTOSURVEILLANCE EN MATIÈRE D'ÉNERGIE, DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE DÉCHETS

Annuellement, l'exploitant établit un bilan en matière :

- d'énergie et de matières premières consommées, ainsi que les réductions envisagées ;
- de déchets produits (solides et liquides), ainsi que les réductions envisagées ;
- de combustibles solides de récupération produits.

Ce bilan est à présenter à la préfecture de la Drôme et à l'inspection des installations classées au plus tard le 1^{er} avril de l'année suivante.

ARTICLE 8.2.6. AUTOSURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique du centre est effectuée dans les **6 mois** suivant sa mise en exploitation, puis tous les **5 ans**, par une personne ou un organisme qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle est effectué indépendamment des contrôles spécifiques que l'inspection des installations classées pourra demander en cas de plainte.

ARTICLE 8.2.7. RÉSULTATS D'AUTOSURVEILLANCE DES DÉCHETS – BILAN RELATIF À LA FABRICATION DE COMBUSTIBLES SOLIDES DE RÉCUPÉRATION – BILAN RELATIF AU TAUX DE DIVERSION

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu à l'article R. 541-43 du Code de l'environnement. Ce registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

Est à communiquer à la préfecture de la Drôme et à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, le bilan portant sur l'année précédente, mentionné à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 modifié relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ce bilan comprend un volet portant notamment sur la quantité de déchets entrants dans l'installation, par type de déchets, la quantité de déchets sortants et leur exutoire, le taux de diversion, le taux de valorisation matière, le taux de valorisation énergétique.

Ces données sont comparées chaque fois que c'est possible à celles figurant dans le dossier de demande d'autorisation, et sont commentées.

Le taux de diversion désigne les quantités de matières détournées de l'élimination comparativement à la quantité de déchets entrants dans l'installation.

CHAPITRE 8.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 8.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de son programme de surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 8.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement (déclaration d'incident ou d'accident), l'exploitant établit et adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au présent chapitre, portant sur l'année écoulée. Ce rapport traite notamment de l'interprétation des résultats de l'année écoulée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives effectuées, des modifications..., avec les commentaires et les propositions utiles.

L'exploitant enregistre sur la plateforme numérique GIDAF les résultats de l'autosurveillance portant sur les rejets d'eaux pluviales et les eaux souterraines, au plus tard un mois après la réception de ces résultats de la part du laboratoire d'analyses.

Mais tout résultat de mesures montrant une situation anormale doit être adressé dans les plus brefs délais à l'inspection des installations classées, avec les commentaires et propositions d'actions correctives appropriés.

Les résultats d'autosurveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.3.3. DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS ET DES TRANSFERTS DE POLLUANTS ET DES DÉCHETS

En application de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets, l'exploitant déclare chaque année les émissions chroniques et accidentelles de son établissement, sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet, et dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel sus-mentionné.

TITRE 9 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ - EXÉCUTION

ARTICLE 9.1.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

ARTICLE 9.1.2. PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de LAPEYROUSE-MORNAY pendant une durée minimum de quatre semaines.

La maire de LAPEYROUSE-MORNAY fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 9.1.3. EXÉCUTION – NOTIFICATION

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, la maire de LAPEYROUSE-MORNAY et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement AUVERGNE-RHÔNE-ALPES chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **27 MAI 2024**

Le préfet,

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

Liste des articles

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	4
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	4
Article 1.1.1. <i>Exploitant titulaire de l'autorisation.....</i>	4
Article 1.1.2. <i>INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DÉCLARATION OU ENREGISTREMENT.....</i>	4
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	5
Article 1.2.1. <i>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou une rubrique de la nomenclature IOTA.....</i>	5
Article 1.2.2. <i>Situation des installations.....</i>	7
Article 1.2.3. <i>Caractéristiques des entreposages et des bâtiments industriels.....</i>	7
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	7
Article 1.3.1. <i>Conformité.....</i>	7
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....	7
Article 1.4.1. <i>Durée de l'autorisation.....</i>	7
CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES.....	8
SANS OBJET.....	8
CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	8
Article 1.6.1. <i>Modification du champ de l'autorisation.....</i>	8
Article 1.6.2. <i>Mise à jour des études D'IMPACT et de dangers.....</i>	8
Article 1.6.3. <i>Équipements abandonnés.....</i>	8
Article 1.6.4. <i>Transfert sur un autre emplacement.....</i>	8
Article 1.6.5. <i>Changement d'exploitant.....</i>	8
Article 1.6.6. <i>CESSATION D'activité DES INSTALLATIONS.....</i>	8
CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	9
Article 1.7.1. <i>respect de LA réglementation APPLICABLE.....</i>	9
Article 1.7.2. <i>respect des autres législations et réglementations.....</i>	10
TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	11
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	11
Article 2.1.1. <i>Objectifs généraux.....</i>	11
Article 2.1.2. <i>Prescriptions particulières relatives à la préservation de la faune et de la flore.....</i>	11
Article 2.1.3. <i>CONSIGNES d'exploitation.....</i>	16
Article 2.1.4. <i>Interventions extérieures.....</i>	16
Article 2.1.5. <i>instrument de pesage.....</i>	16
CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	16
Article 2.2.1. <i>Réserves de produits.....</i>	16
CHAPITRE 2.3 DÉCHETS ADMISSIBLES.....	17
Article 2.3.1. <i>Type de Déchets.....</i>	17
Article 2.3.2. <i>Origine géographique.....</i>	17
CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	17
Article 2.4.1. <i>Propreté.....</i>	17
Article 2.4.2. <i>Esthétique.....</i>	17
CHAPITRE 2.5 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU.....	17
Article 2.5.1. <i>Danger ou nuisance non prévenu.....</i>	17
CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	17
CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	18
CHAPITRE 2.8 RÉCAPITULATIF DES PRINCIPAUX DOCUMENTS TENUS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION.....	18
Article 2.8.1. <i>Récapitulatif des PRINCIPAUX documents à transmettre à l'inspection.....</i>	18
Autosurveillance des niveaux sonores.....	18
TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	20
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	20
Article 3.1.1. <i>Dispositions générales.....</i>	20
Article 3.1.2. <i>Pollutions accidentelles.....</i>	20
Article 3.1.3. <i>Odeurs.....</i>	21
Article 3.1.4. <i>VOIES DE CIRCULATION.....</i>	21
Article 3.1.5. <i>Émissions diffuses et envols.....</i>	21
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET.....	21
Article 3.2.1. <i>Dispositions générales.....</i>	21
Article 3.2.2. <i>COLLECTE ET TRAITEMENT DES ÉMISSIONS atmosphériques.....</i>	22

Article 3.2.3. VALEURS LIMITES EN CONCENTRATIONS et flux Dans les rejets atmosphériques.....	22
TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	23
CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	23
Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau.....	23
Article 4.1.2. Protection des milieux de prélèvement.....	23
Article 4.1.2.1. Protection des eaux d'alimentation.....	23
Article 4.1.2.2. Prélèvement d'eau en nappe et protection de la nappe.....	23
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	23
Article 4.2.1. Dispositions générales.....	23
Article 4.2.2. Plan des réseaux.....	23
Article 4.2.3. Entretien et surveillance.....	24
Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement.....	24
Article 4.2.5. Isolement avec les milieux.....	24
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	24
Article 4.3.1. IDENTIFICATION des effluents.....	24
Article 4.3.2. Collecte des effluents.....	24
Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	24
Article 4.3.4. Entretien et conduite des installations de traitement.....	25
Article 4.3.5. bassins DE GESTION des eaux pluviales de ruissellement.....	25
Article 4.3.6. CONCEPTION, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	25
Article 4.3.6.1. Conception.....	25
Article 4.3.6.2. Aménagement.....	25
Article 4.3.7. Caractéristiques générales des rejets LIQUIDES.....	26
Article 4.3.8. Valeurs limites d'émission des eaux pluviales AVANT REJET dans LA NOUE D'INFILTRATION.....	26
Article 4.3.9. EAUX DOMESTIQUES.....	27
TITRE 5 – DÉCHETS.....	27
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION.....	27
Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets.....	27
Article 5.1.2. Séparation des déchets produits dans le centre.....	27
Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage des déchets produits dans le centre.....	27
Article 5.1.4. Déchets envoyés à l'extérieur du centre.....	28
Article 5.1.5. Déchets présents dans le centre.....	28
Article 5.1.6. Transport des déchets.....	28
CHAPITRE 5.2 DÉCHETS REÇUS DANS LE CENTRE.....	29
Article 5.2.1. Déchets entrants.....	29
Article 5.2.2. Procédure d'information préalable.....	29
Article 5.2.3. Procédure d'admission.....	30
Article 5.2.4. Entreposage des déchets reçus dans Le centre.....	30
TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	31
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	31
Article 6.1.1. Aménagements.....	31
Article 6.1.2. Véhicules et engins.....	31
Article 6.1.3. Appareils de communication.....	31
Article 6.1.4. HORAIRES D'EXPLOITATION.....	31
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	31
Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence.....	31
Article 6.2.2. Niveaux maximaux de bruit en limites d'Exploitation.....	32
PÉRIODE DE JOUR.....	32
PÉRIODE DE NUIT.....	32
CHAPITRE 6.3 CONTRÔLES.....	32
CHAPITRE 6.4 VIBRATIONS.....	32
Article 6.4.1. Vibrations.....	32
TITRE 7 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	33
CHAPITRE 7.1 GÉNÉRALITÉS.....	33
Article 7.1.1. LOCALISATION DES RISQUES.....	33

Article 7.1.2.	État des stocks de produits dangereux – Étiquetage.....	33
Article 7.1.3.	propreté du centre.....	33
Article 7.1.4.	Maîtrise des accès – gardiennage.....	33
Article 7.1.5.	Circulation dans le centre.....	34
Article 7.1.6.	étude de dangers.....	34
Article 7.1.7.	Zone ATEX.....	34
Article 7.1.8.	Comportement AU FEU des bâtiments.....	34
Article 7.1.9.	Intervention des services de secours.....	34
Article 7.1.9.1.	Accessibilité.....	34
Article 7.1.9.2.	Accessibilité des engins à proximité des installations à défendre.....	35
Article 7.1.10.	Désenfumage du bâtiment de broyage.....	35
Article 7.1.11.	Moyens de lutte contre l'incendie.....	36
Article 7.1.11.1.	PROTECTION CONTRE LA Foudre.....	37
Article 7.1.11.2.	Installation photovoltaïque.....	37
Article 7.1.11.3.	MOYENS D'ALERTE.....	37
CHAPITRE 7.2	DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	37
Article 7.2.1.	Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	37
Article 7.2.2.	Installations électriques.....	37
Article 7.2.3.	Ventilation des locaux.....	38
Article 7.2.4.	Systèmes de détection et extinction automatiques.....	38
Article 7.2.5.	Événements et parois soufflables.....	38
Article 7.2.6.	DÉBROUSSAILLAGE.....	39
Article 7.2.7.	Canalisation d'hydrocarbures ODC1 située à proximité du centre.....	39
CHAPITRE 7.3	DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	39
Article 7.3.1.	Rétention des aires et locaux de travail.....	39
Article 7.3.2.	rétentions et confinement.....	39
CHAPITRE 7.4	DISPOSITIONS D'EXPLOITATION.....	40
Article 7.4.1.	Surveillance des installations.....	40
Article 7.4.2.	TRAVAUX.....	40
Article 7.4.3.	Évacuation des personnes présentes.....	41
Article 7.4.4.	Consignes d'exploitation.....	41
Article 7.4.5.	Formation et information du personnel.....	41
CHAPITRE 7.5	GESTION DES SITUATIONS DE CRISE.....	42
TITRE 8 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....		42
CHAPITRE 8.1	PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE.....	42
Article 8.1.1.	Principe et objectifs du programme de d'Autosurveillance.....	42
Article 8.1.2.	mesures comparatives.....	42
CHAPITRE 8.2	MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE.....	43
Article 8.2.1.	Autosurveillance des émissions atmosphériques.....	43
Article 8.2.2.	autosurveillance de la consommation d'eau.....	43
Article 8.2.3.	Autosurveillance des eaux PLUVIALES DE RUISSELLEMENT.....	43
Article 8.2.4.	Autosurveillance des eaux souterraines.....	43
Article 8.2.5.	Autosurveillance en matière d'énergie, de matières premières et de déchets.....	44
Article 8.2.6.	Autosurveillance des niveaux sonores.....	45
Article 8.2.7.	RÉSULTATS D'Autosurveillance des déchets – Bilan relatif à la fabrication de combustibles solides de récupération – BILAN RELATIF AU TAUX DE DIVERSION.....	45
LE TAUX DE DIVERSION DÉSIGNE LES QUANTITÉS DE MATIÈRES DÉTOURNÉES DE L'ÉLIMINATION COMPARATIVEMENT À LA QUANTITÉ DE DÉCHETS ENTRANTS DANS L'INSTALLATION.....		45
CHAPITRE 8.3	SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	45
Article 8.3.1.	Actions correctives.....	45
Article 8.3.2.	ANALYSE ET transmission des résultats de l'autosurveillance.....	45
Article 8.3.3.	DÉCLARATION annuelle DES ÉMISSIONS ET DES TRANSFERTS DE POLLUANTS ET DES DÉCHETS.....	46
TITRE 9 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ - EXÉCUTION.....		46
Article 9.1.1.	DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	46
Article 9.1.2.	PUBLICITÉ.....	47
Article 9.1.3.	EXÉCUTION – NOTIFICATION.....	47

Annexe 1 : Plan de l'établissement



Vu pour être annexé

à l'arrêté n°

du 27 MAI 2024



le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

Annexe 2 : localisation des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement



Légende

- Limite de propriété
- Zone des prospections naturalistes
- Emprise du projet

Mesure d'évitement

- ME 1 - Balisage pour la mise en défens d'arbres favorables aux gîtes des chiroptères
- ▲ Arbre-gîte potentiel à intérêt écologique modéré

Mesure de réduction

- MR 1 - Gestion conservatoire des stations d'origans (plante-hôte) et habitats favorables à l'Azuré du Serpolet (espèce protégée et à enjeu)
- MR 2 - Balisage pour la mise en défens des stations et habitats d'espèces protégées et/ou à enjeux
- MR 3 - Création, restauration et gestion d'habitats favorables au crapaud calamite
- MR 4 - Création d'hibernaculums en faveur de la faune terrestre
- MR 5 - Démarrage des phasages impactant en dehors des périodes de forte sensibilité pour la faune (non cartographiée)
- MR 6 - Défavorabilisation des habitats favorables au Crapaud calamite avant démarrage des travaux et comblement systématique des ornières en cas de débordement sur la saison de reproduction, en présence de l'écologue de chantier (mesure sur l'ensemble de la propriété)
- MR 7 - Gestion des espèces végétales exotiques envahissantes, tels que la Renouée du Japon, le Buddleia et le Robinier (mesure sur l'ensemble de la propriété)
- MR 8 - Passage préventif d'un écologue avant le début des travaux de défrichage et mise en place d'un mode d'abattage adapté (mesure sur l'ensemble de la propriété)
- MR 9 - Création et restauration d'habitats favorables aux oiseaux des milieux semi-ouverts par la plantation ou transplantation d'essences arbustives indigènes

Mesure d'accompagnement

- MA 1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage par un écologue durant la phase de chantier (non cartographiée)
- MA 2 - Translocation de la banque de graines de Trèfle fausse bardane (espèce à enjeu)

Vu pour être annexé

à l'arrêté n°

du 27 MAI 2024



le Préfet
Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

Annexe 3 : localisation des foyers de Renouée du Japon



Vu pour être annexé

à l'arrêté n° du 27 MAI 2024



le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU



le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

Paramètres	Unités	Codes SANDRE	Valeur limite
Azote Kjeldahl (NTK)	mg/l	1319	30 si flux > 50 kg/j, 50 sinon
Demande chimique en oxygène (DCO)	mg/l	1314	180 si flux < 50 kg/j, 125 sinon
Matières en suspension (MES)	mg/l	1305	60 si flux < 15 kg/j, 35 sinon
Arsenic et ses composés (en As)	µg/l	1369	25 si flux > 0,5 g/j, 340 sinon
Cadmium	µg/l	1388	25
Baryum	µg/l	1396	1200
Chrome et ses composés (en chrome)	µg/l	1389 1371	100 si le flux > 5 g/j (dont Cr ⁶⁺ : 50 µg/l), 1600 sinon
Cuivre et ses composés (en Cu)	µg/l	1392	150 si le flux > 5 g/j, 2400 sinon
Zinc (Zn)	µg/l	1383	800 si le flux > 20 g/j, 1400 sinon
Plomb (Pb)	µg/l	1382	100
Bore	µg/l	1362	1800
Mercure	µg/l	1387	1
Fluorures	mg/l	7073	4,6
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	mg/l	/	15
Hydrocarbures totaux	mg/l	7008	10
Indice phénols		1440	0,3
Cyanures libres	µg/l	1084	100
Benzo(a)pyrène	µg/l	1115	25 (somme des 5 composés visés)

Paramètres	Unités	Codes SANDRE	Valeur limite
Benzo(b)fluoranthène		1116	
Benzo(k)fluoranthène		1117	
Benzo(g, h,i)perylène +		1118	
Indeno(1,2,3-cd)pyrène		1204	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	mg/l	1106	1
PCB	µg/l		< 0,003
DIOXINES			
Somme équivalent toxique dioxine, furane, PCB-DL : somme des 7 PCDD + 10 PCDF + 12 PCB-dioxinlike) en TEQ OMS 2005	pg/l	7707	0,3 ng/l
Pentachlorophénol (PCP)	pg/l	1235	7,7
Phosphate de tributyle (TBP)	µg/l	1847	0,17



10 10 10 10 10

10 10 10 10 10

10 10 10 10 10

Paramètres	Unités	Codes SANDRE	Valeur limite
PFAS : - les 20 substances PFAS visées à l'article 3 - 2° de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation - la substance 6:2 FTS	µg/l	8847 (somme des 20 PFAS) 7893 (6:2 FTS)	< LQ, pour chaque substance (avec LQ a minima 50 ng/l)
2.3.4.6-Tetrachlorophénol	µg/l	1274	Pesticides : Par substance pesticide : 2 µg/l Total pesticides 5 µg/l
2.3.5.6-Tetrachlorophénol	µg/l	1275	
Chlorophénols			
Tetrachlorophénol	µg/l	5983	
Tributylétain hybride	µg/l	2879	
Gamma-Hexachlorocyclohexane (Lindane)	µg/l	1203	
Propiconazole	µg/l	1257	
Tébuconazole	µg/l	1694	
Autres paramètres Titane Etain Cobalt Thallium Tellure Argent			< limite de quantification

